

Monsieur Jacques ARNOUX

Paris, le 15 mars 2021

N/Prot : 1252.TELT\_EO.1008.PR.21

N/Réf. : LS/DG-2910

Monsieur Le Maire,

C'est un honneur pour nous de vous écrire en tant que Président et Directeur Général de la société Tunnel Euralpin Lyon Turin (TELT), promoteur public binational pour la construction du tronçon transfrontalier de la nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin, détenue à 50 % par l'État français et à 50% par l'État italien par le biais du groupe Ferrovie dello Stato italiana.

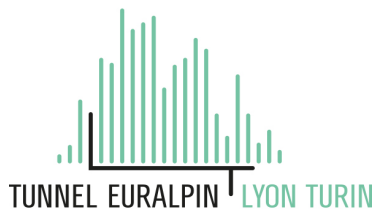
Le Lyon-Turin (65 km de tronçon transfrontalier entre Suse et Saint Jean de Maurienne, dont 57,5 km en tunnel) représente une partie essentielle du Corridor méditerranéen, l'un des 9 axes ferroviaires du réseau européen RTE-T, raison pour laquelle il est actuellement financé à 40 % par l'Union européenne. Il s'agit d'un ouvrage qui s'inscrit pleinement dans le Green Deal proposé par la présidente de la Commission européenne Ursula Von der Leyen, en raison de sa forte ambition environnementale : cette liaison ferroviaire contribuera en effet à la protection de l'environnement alpin, grâce au transfert du transport de la route vers le rail, qui permettra, selon les estimations, une économie annuelle de plus d'un million de tonnes de CO2.

Aujourd'hui, nous avons le plaisir de vous adresser l'intégralité des résultats d'un baromètre d'opinion réalisé par BVA pour la société du Tunnel Euralpin Lyon Turin (TELT) sur **la perception du projet de liaison ferroviaire Lyon-Turin**, des deux côtés des Alpes. Ces résultats s'accompagnent d'une note de synthèse présentant les principaux enseignements.

**Ce baromètre « miroir » a été réalisé à trois niveaux territoriaux**, similaires dans les deux pays : niveau national (la France et l'Italie) ; régional : (Auvergne Rhône-Alpes et Piémont), avec un focus sur les villes de Lyon et de Turin ; local (vallée de la Maurienne et le val de Suse). La taille des échantillons sur chacun de ces territoires garantit la fiabilité des résultats.

Cette étude montre que **le projet de liaison ferroviaire Lyon-Turin est très largement soutenu par les populations française et italienne** (respectivement 95% et 85% d'opinions favorables aux échelles nationales), **dans la totalité des territoires concernés**. Sa popularité évolue ainsi entre 61% et 95%, selon les échelons étudiés, et corrige ainsi certains commentaires critiques.

Au-delà même de son utilité première en termes de modernisation et d'usage de la ligne future, le projet est perçu comme apportant une double contribution : **écologique**, d'une part, en permettant de réduire le trafic des camions dans les vallées alpines et donc de lutter contre la pollution de l'air et



plus globalement contre le réchauffement climatique, et **économique**, d'autre part, en permettant de développer les échanges commerciaux, culturels et sociaux donc de générer des emplois.

En France **le soutien des Français au projet Lyon-Turin se consolide chaque jour un peu plus** (+2 points d'opinions favorables depuis juillet 2019), et alors que **le Parlement examine le projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets**.

Il nous semblait pertinent de porter ces éléments d'analyse d'opinion à votre information afin que vous puissiez avoir connaissance de la perception publique du projet, à l'heure où, ayant achevé les 10 premiers km de creusement, nous nous apprêtons à confier les travaux de construction de l'ensemble du tunnel principal, en restant dans l'objectif de planning fixé avec l'Union européenne.

En Italie, le soutien à ce grand ouvrage est très élevé (85%), avec un chiffre consolidé par rapport à 2019, année de la première enquête ; la principale évolution concerne la vallée de Suse, où la popularité de l'ouvrage augmente fortement. De manière générale, il semble y avoir une prise de conscience du renouvellement des réseaux de transport et du transfert modal de la route vers le rail, en faisant le lien avec Green Deal européen et conformément aux objectifs de transition écologique du nouveau gouvernement présidé par Mario Draghi.

Nous nous tenons bien entendu à votre disposition pour échanger sur cette étude ou vous fournir tout élément d'information supplémentaire dont vous pourriez avoir besoin.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Le Maire, l'expression de ma très haute considération.

Le Président  
Hubert du MESNIL

Le Directeur général  
Mario VIRANO